

Explications sur certains de mes votes

22 septembre 2021 : j'ai soutenu la proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs, dite loi « Egalim 2 ». Cette loi est venue compléter les lacunes et corriger les dysfonctionnements de la loi Egalim 1, adoptée en début de quinquennat. Ce texte devra permettre de garantir un juste prix payé au producteur, tout en évitant que la matière première serve de variable d'ajustement pour les grands distributeurs. Le meilleur encadrement de l'étiquetage alimentaire améliorera la qualité de l'information dont disposera le consommateur.

23 septembre 2021 : j'ai voté en faveur de la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels. Ce texte doit permettre de simplifier et de mieux reconnaître l'engagement de nos concitoyens qui veillent bénévolement sur leurs prochains. Il s'agit essentiellement de consolider les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

27 septembre 2021 : j'ai défendu, en tant que Vice-Président de la Commission des Finances, un texte visant à moderniser la gestion des finances publiques. 20 après l'adoption de la loi organique des lois de finances (LOLF), notre "Constitution financière", le temps était venu de corriger la loi qui cadre les discussions budgétaires au Parlement. Cette loi doit permettre d'optimiser le calendrier budgétaire, de renforcer la programmation pluriannuelle et de mieux distinguer dépenses d'investissement et dépenses de fonctionnement.

30 septembre 2021 : mon groupe a soutenu la proposition de loi, venue de l'Assemblée nationale, visant à lutter contre la maltraitance animale et à conforter le lien entre les animaux et les hommes. Ce texte, notamment parce qu'il prévoit le renforcement de certaines sanctions contre ceux qui infligent des sévices aux animaux. Si je crois utile, en la matière, de ne pas verser dans des débats caricaturaux, ce texte va dans le bon sens et répond à des préoccupations fortes exprimées par nos concitoyens.

7 octobre 2021 : à l'initiative de ma collègue Colette MÉLOT, Sénatrice de Seine-et-Marne, mon Groupe organisait au Sénat un débat sur le Harcèlement scolaire et cyber harcèlement. Ces discussions ont fait suite aux travaux que notre Groupe avait lancé sur le sujet, dans le cadre d'une mission d'information. Je suis convaincu qu'il est nécessaire que le Gouvernement renforce son action contre ce fléau, qui pourrit la vie de nos jeunes et prend une ampleur considérable à cause des réseaux sociaux.

13 octobre 2021 : à l'initiative du groupe socialiste, le Sénat a examiné la proposition de loi instaurant la vaccination obligatoire contre le SARS-CoV-2. Le dispositif proposé par ce texte consistait à ajouter la Covid à la liste des pathologies pour lesquelles un vaccin est d'ores et déjà obligatoire. Je ne suis pas hostile à la vaccination obligatoire, mais il m'a paru que l'adoption de ce texte aurait été contre-productive vis-à-vis de la stratégie du passe sanitaire, telle que mise en place par le Gouvernement. Je me suis donc abstenu.

21 octobre 2021 : j'ai voté en faveur de la proposition de loi visant à définir les dispositions préalables à une réforme de l'indemnisation des catastrophes naturelles. Il est désormais établi que le réchauffement climatique entraîne une augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles. Aujourd'hui, ce sont les maires qui sont chargés de faire les démarches pour que soit reconnu sur leur territoire l'état de « CatNat », mais c'est l'administration qui demeure décisionnaire. C'est pourquoi il était important, au vu de l'augmentation prévisible de ces phénomènes climatiques, de rendre le système plus lisible et plus juste pour les élus locaux et les sinistrés, tout en simplifiant le travail des maires avec les préfets de département.

26 octobre 2021 : j'ai soutenu le projet de loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante. Ce texte, porté par le Gouvernement dans un calendrier parlementaire déjà très chargé, vise à simplifier et sécuriser l'activité des indépendants tout au long de leur exercice, depuis la création de leur entreprise jusqu'à la cessation d'activité et la cession de l'entreprise. Ce texte a notamment acté la mise en extinction de la forme juridique de l'entreprise individuelle à responsabilité limitée (EIRL).

28 octobre 2021 : j'ai été l'orateur de mon groupe sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES). Le MES est né au lendemain de la crise financière de 2008 pour sauver l'euro ; il opère désormais comme un « FMI européen » et permet de mieux coordonner la solidarité entre les pays européens au bénéfice de la stabilité de leur économie.

28 octobre 2021 : j'ai voté en faveur du projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire. Il s'agit du 12^e texte de loi visant à adapter le cadre législatif à la situation sanitaire du pays. En l'occurrence, il s'agissait pour le Gouvernement d'inscrire dans la loi la possibilité de prolonger le passe sanitaire jusqu'en juillet, alors qu'il devait s'arrêter à l'automne. Je demeure convaincu que c'est le virus qui nous prive de liberté, non le passe sanitaire : c'est pourquoi, en responsabilité, j'ai décidé de soutenir cette mesure.

4 novembre 2021 : lors de l'espace réservé de mon groupe, nous avons présenté deux propositions de loi au Sénat. La première provient d'une initiative de mon collègue Paul CHRISTOPHE, député du Nord, visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu. La seconde est une proposition de loi visant à mettre l'administration au service des usagers, notamment par le renforcement du principe « silence gardé par l'administration vaut acceptation ». Ces deux textes ont été adoptés par le Sénat.

Du 8 au 15 novembre 2021 : examen du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2021.

17 novembre 2021 : j'ai voté en faveur du projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour 2021. Ce texte – comme chaque année en fin d'exercice comptable – vient ajuster le budget initial voté en fin d'année précédente. Cela permet notamment d'actualiser les principaux résultats budgétaires en fonction des dernières hypothèses macroéconomiques – en l'occurrence, une meilleure croissance (6,25% du PIB contre 6%), et donc des meilleures

recettes. J'ai également soutenu la mesure de l'indemnité inflation, tout en alertant sur les risques inhérents à son fonctionnement.

18 novembre 2021 : je me suis abstenu sur le vote final concernant le projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire. Si ce texte comporte de nombreuses mesures qui doivent permettre de simplifier et d'améliorer le fonctionnement de la justice, notamment en la rendant plus intelligible pour nos concitoyens, certaines remettent clairement en cause les droits de la défense, pourtant essentiels en état de droit. J'ai eu l'occasion de m'en expliquer devant le Garde des Sceaux.

Du 19 novembre au 1^{er} décembre 2021 : examen du projet de loi de finances (PLF) pour 2022.

9 décembre 2021 : j'ai soutenu la proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles. Ce texte doit notamment permettre de mieux prendre en compte la situation des conjoints collaborateurs, qui sont nombreux dans les exploitations agricoles, et dont la situation précaire est injustement reconnue par les méthodes actuelles de calcul des retraites.

15 décembre 2021 : j'ai voté en faveur du projet de loi sur la protection de l'enfance. J'ai déposé plusieurs amendements, en lien avec mes collègues du groupe Les Indépendants, afin de renforcer l'aide sociale à l'enfance (ASE), notamment en renforçant le rôle des départements dans le dispositif d'accompagnement des jeunes. Je crois que plusieurs des mesures que nous avons adoptées amélioreront concrètement la situation des enfants placés.